

Les mouvements d'argent et le trafic de drogue en Amazonie brésilienne

*Lia Osório Machado **

Ce texte porte sur les développements récents relatifs au trafic des drogues et aux mouvements d'argent qui, même s'ils sont généralement mal appréciés, en sont venus à s'intégrer au contexte socioéconomique de l'espace amazonien brésilien. Ces développements se manifestent par plusieurs mécanismes : l'implantation sur le territoire de réseaux servant au trafic de coca-cocaïne; la diffusion de laboratoires clandestins et de points de stockage dans les zones urbaines et rurales; l'utilisation du système bancaire pour le blanchiment de l'argent. Ces mécanismes jouent actuellement un rôle de premier plan dans l'intégration transnationale de l'espace amazonien en même temps qu'ils soumettent la région à de fortes tensions géopolitiques.

L'aspect criminel du trafic de drogues, celui qui attire le plus l'attention des médias et des pouvoirs publics – voir la *War on Drugs* aux États-Unis –, tend à occulter les difficultés qui entourent les recherches sur ce thème. Cela apparaît clairement dans les contraintes imposées au chercheur pour l'obtention d'informations et de données statistiques fiables, ainsi que dans la difficulté à établir l'échelle de l'analyse et à choisir les indicateurs directs et indirects les plus appropriés [UNDCP, 1994].

Le thème analysé dans cet article est issu d'une recherche sur les changements du système de peuplement en Amazonie à la suite du repli des investissements du gouvernement fédéral (années quatre-vingt).

Pendant la réalisation du travail de terrain, nous avons été confrontés à la problématique abordée ici, et cela nous a obligés à redéfinir les priorités du projet originel.

Un bref récapitulatif de l'ensemble des circonstances dans lesquelles le travail a été réalisé aidera, peut-être, à comprendre les limitations auxquelles nous nous sommes heurtés, mais aussi à mettre en évidence les perspectives ouvertes par les résultats présentés dans ce travail.

* Géographe, université fédérale de Rio de Janeiro (UFRJ). Ont participé à la recherche M. C. de Castro (SIG) et les boursiers de l'initiation scientifique, R. Steiman, P. L. Silva et E. Souto.

Le contexte

L'hypothèse initiale de la recherche était que les changements récents dans l'organisation de l'espace géographique amazonien seraient mieux cernés à travers la spatialisation des réseaux résultant de l'incorporation effective ou virtuelle de la région à l'espace national et international. La notion de réseau est utile pour la représentation correcte des processus spatiaux insérés de façon ponctuelle sur le territoire, qui renvoient à une structure « connectée » (en opposition à une structure extensive). Cette propriété des réseaux est aussi celle qui convient le mieux à la répartition effective du peuplement en Amazonie brésilienne.

Le premier réseau identifié pour cerner le degré d'ouverture du territoire amazonien a été celui des télécommunications par satellite. Ce réseau possède la particularité d'opérer 24 heures sur 24, à grande vitesse, et le coût de son utilisation ne se justifie que dans la mesure où il consiste à transmettre une grande quantité d'informations. Au Brésil, et en Amazonie en particulier, son plus grand utilisateur (environ 75 %) est le système bancaire, à des fins de transfert électronique d'argent.

La représentation cartographique du réseau de service par satellite a montré l'existence d'une structure connectée, au sein de laquelle la plupart des points intégrés au réseau étaient articulés aux villes du Sud-Est brésilien, principalement à la métropole de São Paulo – ce qui n'est pas surprenant étant donné son rôle de centre dynamique de l'économie brésilienne abritant le siège de presque toutes les banques commerciales nationales et internationales.

Le nombre d'agences bancaires opérant à chaque point du réseau a renforcé l'hypothèse selon laquelle le transfert électronique d'argent constituait la principale utilisation du réseau de communications par satellite, ce qui à première vue peut être considéré comme une conséquence banale de l'urbanisation régionale et de la situation économique particulière de chaque région. C'est le cas pour les capitales des États, pour les centres subrégionaux et pour les agglomérations situées à proximité des zones où se trouvent des industries forestières ou minières, ou encore des unités agro-exportatrices.

Néanmoins, une partie considérable des localités concernées était loin d'héberger une économie et une population d'une importance telle qu'elle puisse justifier l'existence de plusieurs agences bancaires et l'utilisation du service de satellite. Ce fait isolé ne serait pas d'une très grande importance si, d'une part, il était accompagné d'un maillage territorial dense et si, d'autre part, toutes les petites villes dotées des mêmes caractéristiques étaient intégrées au réseau satellite, ce qui n'était pas le cas. Cette particularité de la structure *connectée*, ainsi que la distribution des agences bancaires et le caractère concentré des investissements régionaux, ont été interprétés comme un indice d'un mouvement d'argent *anormal*.

Dès lors, il fallait chercher un indicateur effectif du volume d'argent impliqué dans les transactions bancaires. À partir des informations fournies par le contrôle statistique de la Banque centrale, il n'est pas possible de désagréger les données sur les transferts électroniques d'argent. Il est en revanche possible de le faire pour les données concernant l'*enregistrement* de chèques. Le volume et la valeur totale des chèques encaissés dans les transactions courantes ont été utilisés comme indicateurs indirects des mouvements d'argent survenus en un point géographique donné. Une deuxième représentation cartographique a été faite et,

encore une fois, il a été possible de percevoir une différenciation *sui generis* de plusieurs villes, reposant sur une claire disjonction entre le volume d'argent transféré par chèques et les conditions socioéconomiques de la localité.

L'hypothèse suivant laquelle ces mouvements d'argent étaient au moins partiellement liés au trafic de drogue et à la contrebande fut suggérée par la disposition spatiale des localités en question : elles se trouvent éparpillées le long de la frontière qui sépare le Brésil des pays producteurs de coca-cocaïne et constituent des carrefours d'accès aux pays limitrophes. Une autre représentation cartographique a pris pour base le réseau fluvial de l'Amazone, auquel ont été ajoutés le réseau routier, les aéroports, ainsi que d'autres informations disponibles concernant le trafic de drogue, la contrebande et d'autres activités similaires.

Il est évident que de nombreuses limites sont apparues quand on a voulu établir des relations et avancer des hypothèses à partir de la convergence d'informations provenant de différentes sources. L'ancienne méthode de triangulation des informations partielles, bien qu'insuffisante pour avancer des conclusions irréfutables, nous a au moins servi à produire de nouvelles hypothèses.

L'apport de la géographie

Notre ambition est d'introduire une perspective géographique dans l'étude de ces thèmes, autrement dit d'insister sur la *spatialisation* des données – officielles ou empiriques – concernant le trafic de drogue et les mouvements financiers. Cette spatialisation inclut non seulement une représentation de la position géographique que ceux-ci assument en un endroit précis, mais permet également de découvrir des rapports que les statistiques et d'autres types d'information laissent dans l'ombre.

C'est dans ce sens que nous pensons présenter ici une proposition *methodologique* innovatrice qui, espérons-le, pourra partiellement compenser le manque de précision de quelques affirmations.

La méthodologie proposée se fonde sur la notion de réseau, mise en rapport avec celle de territoire. Le mot réseau est employé aujourd'hui dans de nombreux champs d'investigation, qui visent des objets très différents et, par conséquent, sa signification devient polysémique. La réceptivité avec laquelle cette notion a été accueillie dans le monde scientifique est due, en grande partie, aux progrès impressionnants de la science informatique et des systèmes de télécommunication. Néanmoins, son succès ne saurait être limité à la représentation d'objets concrets dans des situations particulières; il est dû également à son utilisation comme instrument heuristique.

Il est possible d'arguer, d'un point de vue géographique, que l'utilisation des réseaux en tant qu'instrument heuristique est due à la représentation de l'*action à distance*, que l'on associe ainsi à l'extension territoriale. Dans cette représentation, le territoire n'est pas un élément neutre, et sa condition matérielle ne doit pas être opposée à la condition immatérielle présumée de l'action à distance.

Cela est dû non seulement au fait que la prise en compte des réseaux aide à comprendre la relation entre le territoire et l'action à distance, mais qu'elle éclaire également le concept même de territoire, si on accepte la notion suggérée par

C. Raffestin [1981] selon laquelle les réseaux constituent un moyen de *produire* le territoire. De ce point de vue, la densité et la diversité des réseaux présents dans l'espace géographique seraient un facteur essentiel pour déterminer les limites du territoire. La diversité des réseaux peut être appréhendée à travers une simple classification : réseaux naturels (réseau fluvial, réseau de chemins), réseaux infra-structurels ou techniques (transport, communication), réseaux transactionnels¹ (pouvoir économique-politique), réseaux informatifs (*cognitif*).

Le trafic de drogue, de même que le blanchiment d'argent mettent à profit la densité et la diversité des réseaux dans l'organisation de leurs opérations. À partir de cette constatation, nous avons fait quelques suppositions.

Premièrement, le fait que les réseaux constituent le mode préférentiel d'organisation des opérations du trafic et du blanchiment suggère que si l'articulation des divers types de réseaux est forte, les chances de réussite des opérations augmentent, c'est-à-dire que le risque diminue. Cela s'applique également aux activités légales. On comprend que le degré de connexion possède une dimension spatiale, absente de son utilisation par les réseaux informatiques : l'articulation de plusieurs réseaux en un point de l'espace accroît la connexion de celui-ci avec d'autres points et facilite la formation d'une structure connective entre les différents réseaux.

D'autres facteurs, comme les conditions sociopolitiques, influent sur le choix des points intégrés aux réseaux. La fragilité de la base institutionnelle en place constitue l'un de ces facteurs; la présence d'« arènes non connectées de l'existence sociale » en est un autre². Il faut ici ajouter un mot à propos de ces dernières. Il est souvent avancé que l'absence d'opportunités économiques et l'inégalité des revenus expliquent la tolérance d'une partie de la population vis-à-vis des trafiquants et du trafic, et aussi, quelquefois, son incorporation à ces activités; étant donné que les stratégies d'ascension sociale ont pour cadre un milieu hostile, ce comportement se justifierait. Cependant, il est aussi certain que les profits élevés générés par le commerce et le transport de drogues ont attiré des acteurs provenant de secteurs sociaux très différents, ce qui met en doute la corrélation simpliste établie entre paupérisation et trafic. Cela est encore plus vrai en ce qui concerne le blanchiment d'argent, devenu source d'enrichissement pour des individus, des industries, des régions et des pays entiers.

En second lieu, comme la littérature sur le thème l'a déjà révélé, en dépit du fait que le trafic de drogues et le blanchiment d'argent sont des activités indépendantes, ils peuvent utiliser le même type d'appuis logistiques sur le champ d'opération. Ce qui ne veut pas dire que les mêmes individus ou les mêmes

1 Expression de G. Dupuy [1991]. À partir de la suggestion de C. Raffestin selon laquelle le lieu est l'endroit où un acteur individuel ou collectif pense son action en fonction d'autres lieux, Dupuy introduit la notion de projet de transaction ou projet transactionnel en tant que source ultime des réseaux : le désir et la volonté des individus et des collectivités d'établir des relations avec d'autres endroits, c'est-à-dire d'autres acteurs, à travers les transactions effectives ou virtuelles/imaginées, conduisent « l'acteur (à faire) entrer le point visé par le projet transactionnel dans son territoire ».

2 Cela se réfère aux processus et aux groupements sociaux ou économiques qui agissent pour déconnecter les individus de classes sociales et d'identités différentes, malgré le fait qu'elles habitent le même territoire [Rosler, cité par Amin, Thrift, 1993].

entreprises sont responsables des deux opérations. C'est en tout cas une raison suffisante pour justifier la mise en place d'une « organisation ». De telles organisations peuvent être rigides, comme la mafia, ou à l'inverse reposer sur un arrangement flou, comme cela semble être le cas de la majorité des cartels latino-américains [Kopp, 1992]. Quoi qu'il en soit, un type d'organisation est nécessaire étant donné le nombre d'individus et/ou de firmes qui interviennent aux différentes étapes de la filière, dans des milieux différents, et compte tenu du risque élevé des opérations. La capacité d'auto-organisation et la complexité des processus de production, transformation, distribution et investissement permettent de considérer les drogues illicites comme une *industrie* [Toranzo Roca, 1991 ; Tovar Pinzón, 1993]. Et dans le cas de l'industrie de la cocaïne en particulier, l'intégration verticale est dominante, c'est-à-dire qu'une partie, voire la totalité, des étapes de la filière drogue, de son origine jusqu'au consommateur, est contrôlée par les mêmes réseaux.

De façon similaire, du fait de leur insertion transnationale, corporations multinationales légales et organisations criminelles conçoivent et mettent en pratique des stratégies complexes : pour ces deux types d'organisation, il est fondamental de gérer le facteur *risque*, quel que soit le degré de différenciation des contextes. On peut donc supposer que la rationalité qui en résulte inclut l'articulation spatiale de l'ensemble des opérations ainsi que la *position* géographique de chacune des étapes.

Supposer que les opérations du trafic et du blanchiment sont liées sur le terrain et qu'elles utilisent les mêmes supports logistiques paraît raisonnable jusqu'à un certain point. En effet, en raison précisément du facteur risque, les réseaux de trafic tendent à être spatialement « flexibles » : ils permettent des changements rapides quant aux routes de transit et à la localisation des centres d'élaboration, des points de stockage et même des plaques tournantes.

Par ailleurs, les opérations de blanchiment sont dépendantes de certains services spécifiques qui ne sont disponibles qu'en certains points du territoire (banques, bureaux de changes, caisses d'enregistrement des opérations d'exportation et d'importation, services de transfert électronique d'argent). En conséquence, elles suivent au plus près la hiérarchie urbaine. Mais cette dépendance peut varier selon l'étape du processus de blanchiment et la technique adoptée pour cette opération.

Si la technique choisie repose sur le système bancaire, le risque est plus grand lors de la première étape du blanchiment, celle du *placement*, c'est-à-dire le dépôt de l'argent en espèces. Il est évident que seules les villes où ce service existe peuvent être intégrées au processus global de blanchiment. Mais s'il s'agit non pas d'un trafiquant isolé, désirant déposer les bénéfices de son activité, mais d'un réseau de blanchiment, la stratégie mise au point doit prendre en considération non seulement une banque ou une ville, mais un réseau d'agences bancaires dispersées dans le pays et à l'étranger. Dans ce cas, ce ne sont pas seulement les villes d'un niveau hiérarchique élevé qui seront concernées, de sorte que le réseau de blanchiment, au stade initial, aura tendance à être hétérarchique (voir *infra*) et configurera un territoire.

Le deuxième stade du blanchiment, connu sous le terme d'*empilage* (*layering*, ou maquillage de l'origine des encaissements à travers des transferts d'argent),

représente un moindre risque parce qu'il opère avec d'autres instruments et non plus avec de l'argent en espèces. À la banque, l'argent peut être échangé contre d'autres instruments monétaires, certificats de dépôt négociables, traveller's checks, transferts de crédit, chèques administratifs ou systèmes électroniques de paiement. Il s'agit encore une fois d'utiliser un réseau d'agences bancaires, *intra-urbain* ou *interurbain*, qui concerne des villes de niveaux hiérarchiques différenciés, réseau plus étendu et plus complexe parce qu'il peut intégrer, par exemple, des firmes « fantômes » et même des firmes légales, toujours dans le but de couvrir les pistes des dépôts originaux.

Bien que son caractère nominatif en fasse un instrument en principe peu adapté à ce type d'opérations, le chèque bancaire peut offrir certains avantages pour l'organisation en réseau du blanchiment. C'est le cas au Brésil, où l'utilisation du chèque est universelle et où celui-ci fait office de *relation de crédit*³. Cette particularité est évidemment favorable aux opérations d'empilage.

Les risques tendent à diminuer considérablement au stade suivant, connu comme l'*intégration* (utilisation des fonds pour l'achat d'actifs « légaux »). Cette opération tourne autour d'informations privilégiées, d'opportunités particulières et d'une gamme de services impliquant un niveau élevé de connexion entre divers réseaux, niveau qui, en général, ne se trouve que dans des villes d'un niveau hiérarchique élevé.

Finalement, l'hypothèse selon laquelle certains réseaux sont susceptibles de contrebalancer la tendance des processus spatiaux centripètes peut être appliquée au trafic de drogue et au blanchiment d'argent. Quand on a affaire à de grands systèmes territoriaux et techniques [Pumain, 1995], une structure connective peut se développer, qui est à la fois hiérarchique et hétérarchique [Leeuw, McGlade, 1993]. Le réseau de télécommunications constitue un fort stimulant du développement de structures spatiales hétérarchiques dans la mesure où il permet, par exemple, que des villes de niveau inférieur dans la hiérarchie urbaine (définie selon les paramètres classiques) soient directement connectées aux niveaux plus élevés, en évitant les niveaux intermédiaires.

Le réseau de trafic des drogues et le bassin du fleuve Amazone

L'insertion du Brésil et de sa portion amazonienne dans le marché international des drogues se réalise au niveau du complexe coca-cocaïne. Les principales régions productrices de coca sont localisées dans la partie occidentale du bassin de l'Amazone, dans les hautes et moyennes vallées de ses affluents situés en amont (Huallaga, Ucayali, Apurimac au Pérou; Beni, San Miguel en Bolivie; Putamayo, Caqueta, Uaupés en Colombie).

3 Du fait de l'instabilité de la monnaie et de la « culture de l'inflation », le chèque est un instrument utilisé par toutes les classes sociales, quelquefois comme moyen de paiement de sommes dérisoires. Dans ce contexte particulier, il existe sur le marché un mécanisme de crédit reposant sur les « chèques prédatés », c'est-à-dire les chèques qui doivent être encaissés dans un futur proche, selon un arrangement entre l'émetteur et le receveur. Cette opération peut intervenir quels que soient la marchandise ou le service et quelle que soit leur valeur. Au Brésil, le nombre total de comptes bancaires représente 20% de la population totale (environ 30 millions).

Ainsi, pour cartographier le complexe coca-cocaïne et ses connexions avec le Brésil, nous avons pris comme unité spatiale de référence le bassin du fleuve Amazone, un secteur plus grand que celui de l'Amazonie sud-américaine en général délimitée à partir de critères phytogéographiques (secteur recouvert par des forêts humides) ou topographico-climatologiques (secteurs chauds, de basse altitude).

Sous l'angle de la logistique du trafic de drogue, les grands bassins hydrographiques sud-américains, tant celui de l'Amazone que celui du Paraguay-Parana, représentent une opportunité importante pour la création d'un système de transport intermodal destiné au transit de la drogue. Il est intéressant de rappeler que, malgré les difficultés de la navigation fluviale, ces bassins ont constitué la principale voie de communication utilisée par le commerce, légal et illégal, à l'intérieur du continent sud-américain pendant des siècles.

Au réseau fluvial se superpose un réseau de transport routier et aérien qui permet d'effectuer une liaison relativement efficace entre la côte pacifique et la côte atlantique. En dépit de nombreux débats, tant au niveau des gouvernements nationaux qu'à celui de la Banque mondiale, sur l'opportunité de construire ou non un axe routier transcontinental, cette connexion, même précaire, est un fait accompli. Il est probable que l'économie de la drogue a contribué à sa construction graduelle, soit directement, soit indirectement, à travers ses contributions aux réserves monétaires des États concernés⁴.

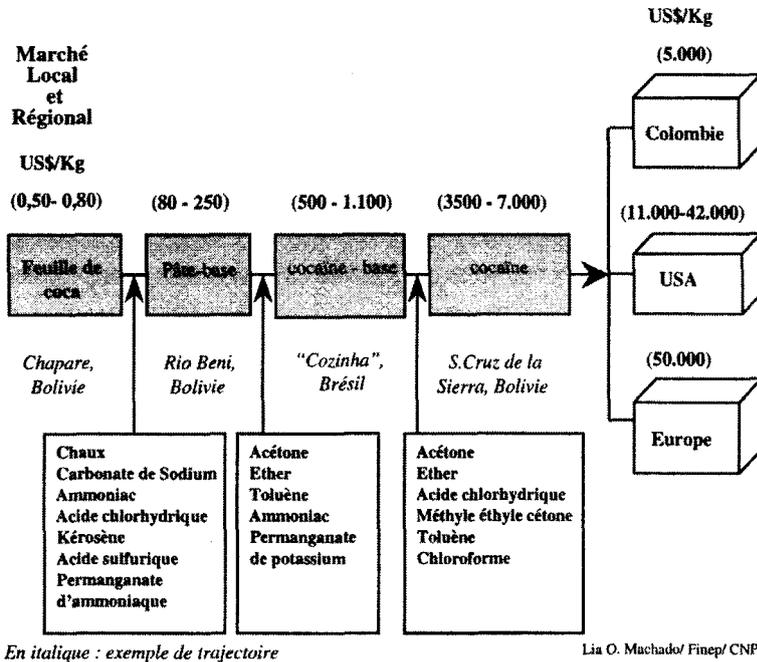
Un autre aspect à mentionner est qu'en Amérique du Sud, les réseaux de transport aérien et routier ne sont pas limités aux seules voies transcontinentales ni aux aéroports officiels. Un maillage précaire de voies et de routes secondaires, des pistes d'atterrissage situées dans des fermes et des villages disséminés à l'intérieur du continent, montrent qu'à côté du réseau formel, il en existe un autre, que l'on pourrait qualifier d'informel. Si l'on sait que le trafic de drogue utilise ces deux réseaux, on ignore jusqu'à quel point les organisations liées au trafic sont à l'origine de l'entretien et de l'extension de ce maillage secondaire.

Les principales voies du trafic entre les pays andins et le Brésil, ainsi que le réseau virtuel des points de transit et les lieux d'élaboration de la drogue ont été repérés de manière à élaborer une carte qui permette de visualiser la dimension « atlantique » du réseau logistique du commerce de la drogue.

Remarquons que l'association entre le trafic de drogue et la contrebande est également valable pour le Brésil. Les voies utilisées par le trafic sont à double sens : elles servent également à la contrebande d'or et d'autres métaux, de produits électroniques, de produits agricoles licites (café, soja) ou de voitures volées, autant de produits échangés contre de la coca, de la cocaïne, des armes ou des produits industriels.

4 C'est le cas de la route (en grande partie goudronnée) qui part du port chilien de Iquique, traverse les Andes à Oruro et Cochabamba et, à partir de Santa Cruz de la Sierra en Bolivie, bifurque en direction de Caceres et Corumba au Brésil, d'Assunção au Paraguay et de Tucuman en Argentine. Santa Cruz, récemment encore considérée comme l'un des principaux centres du complexe coca-cocaïne, est aujourd'hui une « frontière » (en expansion) de la culture du soja. La connexion avec les autres ports du Pacifique a encouragé l'immigration d'agriculteurs brésiliens et la création d'entreprises agricoles, ce qui contribue à changer le profil du département de Santa Cruz et l'utilisation de la route [sources : travail de terrain et revue *Veja*, 12 avril 1995].

Figure 2 – L'évolution du prix au cours des différentes étapes de transformation de la coca (1997)



Nous avons utilisé plusieurs sources d'information : des données obtenues grâce à des enquêtes sur le terrain dans plusieurs régions de l'Amazonie brésilienne; des rapports de la police fédérale brésilienne et de la Drug Enforcement Administration (DEA); des bulletins de l'Observatoire géopolitique des drogues (OGD); des articles, des livres, des revues et des journaux divers, tant nationaux qu'étrangers. Une étude des saisies de drogue⁵ et des descentes de police effectuées dans les laboratoires clandestins ces six dernières années a été essentielle, non seulement pour cartographier les chemins et pour localiser les laboratoires, mais aussi pour établir les conditions géographiques qui sont les plus favorables pour qu'une ville devienne centre d'achat et de vente en gros de drogue et/ou lieu de passage préférentiel [Machado, 1995].

L'insertion du Brésil dans l'économie de la drogue se fait également à travers la vente de produits chimiques utilisés dans le processus de transformation de la feuille de la coca en cocaïne (fig. 2). Bien que ce marché soit plutôt dominé par les industries des pays du Nord, en particulier les États-Unis et l'Allemagne, l'instabilité du marché de la consommation domestique conduit l'industrie brésilienne des

5 D'après des données de la police fédérale, 44,25 % du total de la cocaïne saisie en 1995 au Brésil l'ont été dans la région du Centre-Ouest (Mato Grosso, Mato Grosso do Sul et Goiás), 34,19 % dans la région du Sud-Est (São Paulo, Rio de Janeiro, Minas Gerais et Espírito Santo) et 6,65 % dans la région Nord (Acre, Amapá, Amazonas, Pará, Tocantins, Rondonia, Roraima).

produits chimiques et des combustibles à rechercher des débouchés dans les pays andins où s'effectue la plus grande partie de la transformation de la feuille de coca en cocaïne.

Pour conclure cette partie, on peut avancer que l'utilisation « désordonnée » des réseaux de circulation du trafic – au sens de l'utilisation alternative des voies d'un système de transport intermodal (aérien, routier, fluvial, ferroviaire) – vise un « désordre optimisé » – pour emprunter un concept développé par Albert Hirschman pour décrire des situations où le contrôle organisationnel opère à des niveaux minimums et les interactions avec l'environnement sont instables. Il semble que ce soit le cas pour les réseaux du trafic de drogue : des exigences organisationnelles et des raisons de sécurité dictent le choix des acteurs, mais le comportement adopté pour déplacer la marchandise dépend de leur sensibilité et du niveau d'information, qui peuvent être considérés, dans ce cas, comme des variables aléatoires.

Si, d'un côté, le désordre relatif dans le choix des voies et des moyens de transport est partiellement transcédé par l'adoption consentie d'un code de conduite rigide et violent de la part des acteurs, on ne peut pas en dire autant de la dimension spatiale de la chaîne du trafic allant du producteur au consommateur. Dans ce cas peut-être, la seule manière de dépasser l'oscillation inhérente à l'utilisation des réseaux serait d'intensifier les interactions avec l'environnement, c'est-à-dire avec les institutions légitimes et les communautés locales. Quand ce type de communication est établi, même si cette interaction repose sur la corruption, le réseau, en principe instable, peut être maintenu en « état stable » ce qui indiquerait, contrairement au sens commun, que la nature des sous-systèmes qui composent la filière drogue est identique à celle des « systèmes ouverts ».

La spatialisation des mouvements d'argent en Amazonie brésilienne

Dans le contexte du processus inflationniste et de la politique gouvernementale d'occupation de la région amazonienne (encouragements fiscaux, appuis à la croissance et à la création de villes et de projets de colonisation), il n'est pas surprenant que celle-ci, malgré sa faible densité de population, ait été fortement intégrée au système bancaire national. Le lien entre les agences bancaires locales et les sièges des banques, localisés au Centre-Sud du pays, a été garanti par un investissement considérable du gouvernement dans les services de télécommunication, l'une des conditions prioritaires du point de vue de la politique d'intégration nationale (PIN) mise en place dans les années soixante-dix.

À partir des années quatre-vingt, le retrait de l'appui gouvernemental aux politiques d'installation et d'implantation d'infrastructures n'a fait qu'accentuer les problèmes sociaux et économiques qui avaient surgi depuis la mise en œuvre des premiers plans de colonisation régionale. Parmi ces problèmes, on peut distinguer : le processus d'appropriation de la terre, qui n'a fait que reproduire à l'échelle régionale le modèle de concentration foncière qui caractérise le système agraire du pays ; la disponibilité restreinte de crédits à faibles taux d'intérêt ; la faible capacité d'endettement des petits producteurs ruraux dans les anciens secteurs d'installation.

Par ailleurs, les activités qui sont liées au marché international, comme l'agro-industrie du soja qui s'est développée dans les zones de savane du Mato Grosso,

les projets d'exploitation minière (Carajás, Oriximiná), les usines de montage de produits électro-électroniques (zone franche de Manaus) ou l'exploitation forestière, se caractérisent par un degré élevé de capitalisation. La dissémination de l'exploitation de l'or dans différents sous-espaces amazoniens et même le processus d'urbanisation peuvent être mis en rapport avec le début d'un processus de formation de capital.

La question soulevée, et à laquelle il n'est pas possible de répondre avec précision dans ce travail, est de savoir si le commerce de la drogue et le blanchiment de l'argent ont joué un rôle dans le développement économique de la région, c'est-à-dire dans le financement d'activités productives absolument légales comme celles qui ont été mentionnées ci-dessus. Ce qu'il est possible d'affirmer à partir des données disponibles, en revanche, c'est que les mouvements d'argent effectués au moyen du système bancaire sont, dans plusieurs cas, incompatibles non seulement avec l'importance des économies urbaines concernées, mais également avec celle de certaines économies sous-régionales.

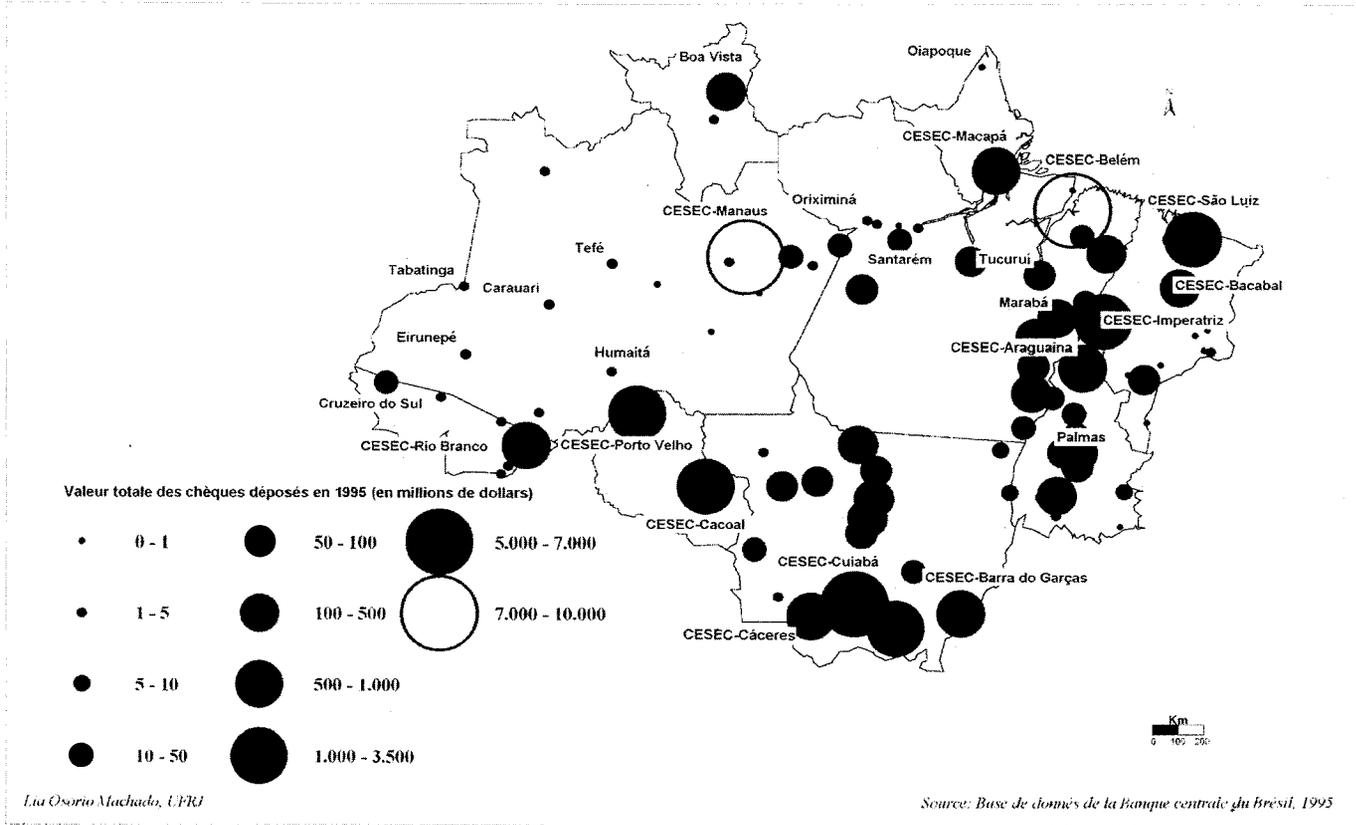
La cartographie des mouvements de chèques encaissés pendant toute l'année 1995 est basée, comme il a été indiqué plus haut, sur des données fournies par la Banque centrale du Brésil (*fig. 3*). Pour que la spatialisation de ces données soit possible, on a demandé que la valeur et le numéro des chèques déposés soient détaillés par place bancaire, c'est-à-dire selon les lieux où il existe des agences de banques privées et publiques.

Ces endroits sont, dans leur majorité, des villes, c'est-à-dire des chefs-lieux municipaux, puisque, selon la législation brésilienne, une agglomération ne peut être considérée comme une ville que si elle est le siège d'une municipalité. La condition de front de peuplement et le fort accroissement du nombre de municipalités créées, surtout depuis la Constitution de 1988 (qui a octroyé aux divers États de la fédération le droit de concéder l'autonomie municipale), font que diverses agglomérations sont désormais considérées comme des villes, même si les services urbains et un minimum d'autonomie y sont absents.

Pendant, une petite agglomération comme Eirunepé, dont la vie économique est liée au commerce fluvial de la moyenne vallée du Juruá (au sud-ouest de l'État de l'Amazone), avec une population urbaine de 15 420 personnes et une population totale d'environ 25 000 habitants (1996), a bénéficié de dépôts de chèques pour une valeur de 1 344 000 réais dans les trois agences bancaires de la ville. Comme, en 1995, la valeur du réal était légèrement supérieure à celle du dollar⁶, les mouvements de capitaux par ce seul procédé ont dépassé 1,4 million de dollars (soit une moyenne mensuelle d'un peu plus de 100 000 dollars). En comparaison, la recette des impôts fédéraux dans la municipalité (1995), qui inclut l'impôt sur le revenu des personnes physiques et juridiques, a été de 144 220 réais. Même si l'on considère la possibilité de fraude fiscale et le fait que certaines activités économiques sont exonérées d'impôt dans la région amazonienne (et dans le pays d'une manière générale) parce qu'elles appartiennent au « secteur informel », l'écart apparaît excessif.

6 La nouvelle monnaie adoptée, le réal, était l'un des éléments de la réforme monétaire lancée à la mi-1994 pour stopper le processus inflationniste qui était hors de contrôle. Pendant les deux années suivantes, la valeur du réal est restée légèrement supérieure à celle du dollar.

Figure 3 – Mouvements bancaires en Amazonie brésilienne (année 1995)



Il existe des cas d'une autre nature : des villes qui grandissent et présentent un développement économique soutenu, sans que l'origine du capital employé soit claire. Dans la ville de Tefé, sur la rive du Solimões (à l'ouest de l'État de l'Amazonie), dont la population totale atteint presque 60 000 habitants (à 72,3% urbaine), les mouvements de chèques dans les trois agences bancaires de la ville ont atteint, en 1995, 4 877 000 réais et la recette fédérale 692 858 réais, une valeur similaire à celle de Claudia, au nord du Mato Grosso (697 333 réais), en pleine zone de production de soja (population totale de 12 751 habitants).

Tefé est l'un des plus anciens (et plus connus) points de transit du commerce de cocaïne dans la vallée de l'Amazonie. En plus des nombreux indices montrant qu'il s'agit d'un point de transit pour le réseau de circulation aérienne de la cocaïne, Tefé est également bien placée par rapport aux voies de circulation fluviale, fait établi depuis l'époque précolombienne : en remontant la rivière Solimões, on trouve l'embouchure de la rivière Japurá – ou Caquetá pour les Colombiens – dans la moyenne vallée de laquelle se situe l'une des principales zones de production de coca et de cocaïne de Colombie. En aval, également sur le Solimões, se trouve l'embouchure de la rivière Juruá, qui descend depuis la zone de production de coca du Pérou, en passant par Cruzeiro do Sul, Eurinépé, Itamarati et Caruari (fig. 1). D'une certaine manière, Tefé est représentative du groupe de villes où les bénéfices indirects du trafic sont peut-être en train de stimuler l'apparition d'activités économiques absolument légales, basées en ville.

Cruzeiro do Sul, à l'extrême est de l'État d'Acre (haute vallée de la rivière Juruá), est une ancienne ville de l'époque du caoutchouc qui, de nos jours encore, vit du commerce, mais il est difficile de dire de quel type de commerce il s'agit. Promue au rang de *zone de libre-échange*, c'est une sorte de « bout du monde » situé à l'extrémité de la route qui traverse l'État d'Acre dans le sens est-ouest. Cette localisation, ainsi que la proximité relative des zones de production de coca de la vallée de l'Urubamba au Pérou, ont sans doute facilité son incorporation au réseau de trafic de cocaïne et, vraisemblablement, de la pâte-base de coca. Dans ce cas, le trafic inclut un transport à la fois aérien, fluvial et routier. La ville, dont la population atteint environ 56 000 personnes, dispose de cinq agences bancaires où a été déposé un total de 49 431 chèques pour une valeur de 17 213 000 réais. Malgré son statut de zone franche, qui la dispense de payer certains impôts, la recette fédérale dans la municipalité a été de 1 512 000 réais, ce qui, dans la région amazonienne, peut être considéré comme une somme significative.

Cruzeiro do Sul et Tefé sont les points extrêmes de la route du trafic de drogue sur la rivière Juruá. La somme totale des chèques encaissés sur ce tronçon de route, englobant Eurinépé et Caruari, est de 25 464 000 réais. Toutes les villes situées sur ce tronçon sont directement connectées à São Paulo par satellite; seule Cruzeiro do Sul est aussi connectée à Rio de Janeiro. La population urbaine totale est de 77 855 habitants, tandis que la recette des impôts fédéraux dans ces quatre villes s'élève à 2 493 000 réais.

C'est évidemment dans la région correspondant aux deux métropoles régionales, Manaus et Belém, que la valeur des chèques déposés est la plus élevée. Il est probable que le développement de la zone franche de Manaus et, plus récemment, celui du tourisme international ont contribué à ce que cette ville devienne

un maillon important du réseau de circulation aérienne régionale, nationale et internationale. Elle est aussi la porte d'entrée naturelle de la vallée du Rio Negro et de ses affluents, Içana et Uaupes, où, à mi-vallée, se situe le front agricole des zones de production de coca de Miraflores et San José de Guaviare, au sud de la Colombie (*fig. 1*).

Depuis peu, une route en cours d'asphaltage relie Manaus au Venezuela, à la Colombie et au Guyana (ancienne Guyane anglaise), l'un des points de départ de la cocaïne vers les États-Unis et l'Europe. La construction et l'asphaltage de cette route ne sauraient être attribués aux seuls intérêts des organisations liées au trafic : elle constitue l'un des principaux axes stratégiques d'accès aux Caraïbes, aussi bien du point de vue économique que géopolitique.

Manaus dépasse Belém en ce qui concerne la valeur totale des chèques enregistrés : 9 048 642 000 réais, contre 8 058 771 000 réais. Cuiabá, avec seulement un quart de la population des deux métropoles, vient en troisième place avec 6 535 768 000 réais. Pour ces trois villes, les plus importantes de la région amazonienne, il est difficile de mettre en évidence la contribution du trafic national et international de drogue à leur croissance. Cependant, toutes trois occupent des positions stratégiques par rapport aux principaux couloirs de circulation régionale et internationale.

Localisée à 200 kilomètres à l'ouest de Cuiabá, la ville de Cáceres est desservie par sept banques, qui ont enregistré, en 1995, des chèques pour un montant total de 633 527 000 réais. Le nombre des agences bancaires et la valeur des chèques semblent indiquer un dynamisme économique de la région qui contraste avec l'apparente stagnation de la ville. Mais ce n'est pas le cas. C'est plutôt la proximité de la frontière bolivienne qui explique l'importance des mouvements bancaires. La ville de San Matias (Bolivie), située sur le couloir de transit de la pâte-base de la cocaïne bolivienne, se trouve à 80 kilomètres; au nord-ouest de la zone d'influence de Cáceres, les deux petites villes de Pontes e Lacerda et Porto Esperidião sont situées, elles aussi, sur la route de transit de la drogue bolivienne.

La Banque du Brésil, afin de contrôler les mouvements de chèques dans tout le pays, est en train de créer des centres d'enregistrement (CESEC) au niveau de quelques places bancaires. Le choix de la localisation d'un CESEC obéit à des critères géographiques de centralité sous-régionale, principalement bancaires, c'est-à-dire en rapport avec le volume des chèques encaissés.

L'État de Rondônia dispose de deux CESEC : l'un à Porto Velho, capitale de l'État, et l'autre à Cacoal, au Centre-Sud. La population de Porto Velho atteint environ 250 000 personnes, celle de Cacoal, 50 000 habitants.

Le CESEC de Porto Velho intervient dans six villes en plus de Porto Velho. Parmi elles, se trouvent Humaitá (dans l'État de l'Amazone), Ariquemes, important centre minier de cassitérite et Guajará-mirim, à la frontière de la Bolivie, aujourd'hui zone de libre-échange, comme sa ville-sœur bolivienne de Guayara-mirim, un ancien lieu de passage de la pâte-base de cocaïne. La population totale de cette région est d'environ 500 000 habitants, dont plus de la moitié réside à Porto Velho. La valeur totale des chèques déposés dans le secteur couvert par le CESEC fut, en 1995, de 2 678 256 000 réais, un niveau extrêmement élevé, malgré la présence de grandes fermes d'élevage bovin, d'une industrie minière et d'exploitations forestières.

Le CESEC de Cacoal enregistre les chèques de 19 villes ⁷ (soit une population urbaine et rurale de 684 761 habitants). En 1995, la valeur totale des chèques déposés dans cette juridiction fut de 1 318 775 000 réais, pour une collecte totale d'impôts fédéraux de 42 millions de réais.

Quand on additionne les sommes enregistrées par les CESEC de Porto Velho et de Cacoal, on obtient une valeur totale de presque 4 milliards de réais. En 1995, d'après les données de la Banque centrale, la recette de l'État de Rondonia, provenant pour l'essentiel des transferts du gouvernement fédéral (58,8%) et de l'impôt sur la circulation des marchandises et des services (ICMS), atteignait la somme de 534 millions de réais, soit 8 fois moins que les seuls transferts par chèques.

Les données sur les dépôts de chèques ne nous donnent pas un tableau complet des mouvements d'argent dans la région amazonienne. Le transfert électronique est, comme dans le reste du monde, le principal canal utilisé par les banques (*fig. 4 a et b*). Les connexions existantes indiquent aussi l'importance de certains lieux, comme la petite ville de Tabatinga, siège d'une ancienne forteresse du XVIII^e siècle en raison de sa position stratégique sur la rivière Solimões (entre la Colombie et le Pérou), qui compte aujourd'hui environ 20 000 habitants. Beaucoup plus petite et plus pauvre que sa voisine Leticia, en Colombie, Tabatinga a seulement deux banques, mais celles-ci ont encaissé des chèques pour une valeur de 2 331 000 réais et la ville jouit d'une liaison directe par satellite avec São Paulo. On notera que la transformation de Tabatinga en zone franche ne s'est pas concrétisée face à la concurrence de Leticia.

Dans le tableau 1, la relation entre la population, le mouvement d'enregistrement de chèques et d'autres indicateurs disponibles montrent la situation particulière de la frontière ouest de l'Amazonie brésilienne vis-à-vis du reste du Brésil.

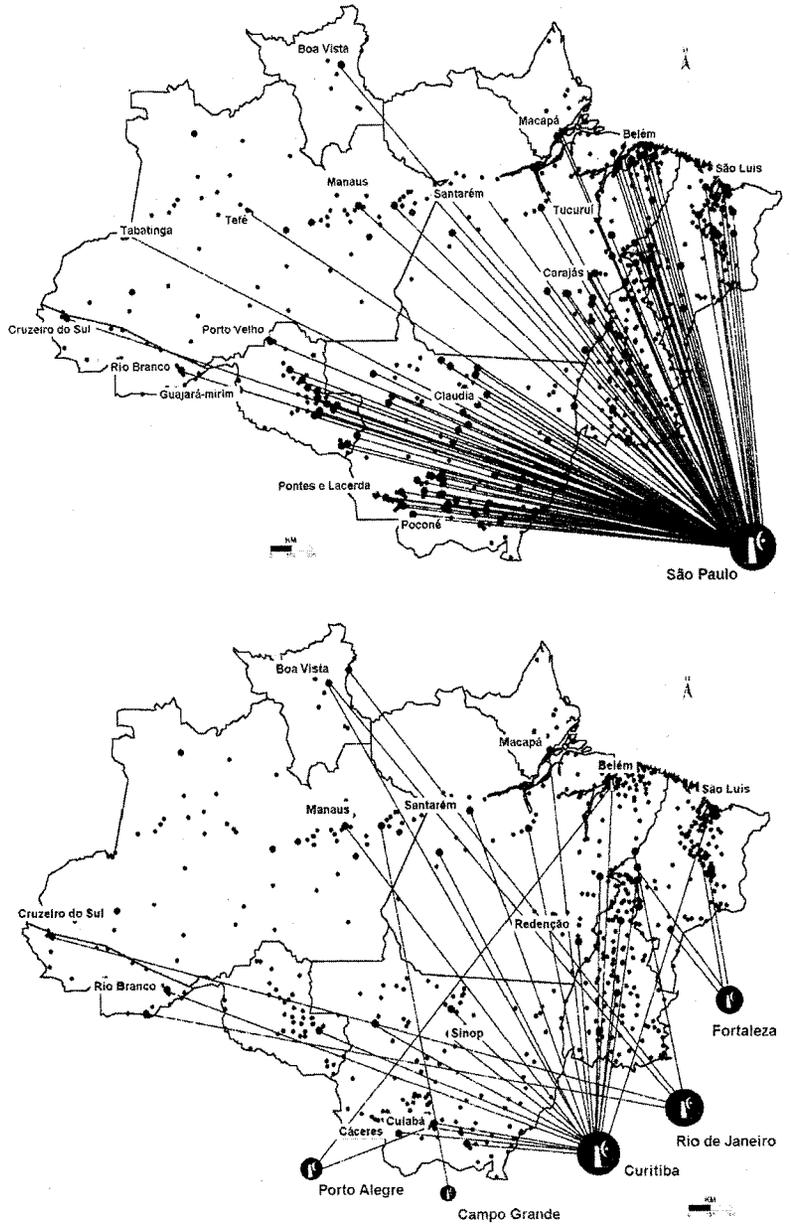
Tableau 1 – Mouvements d'argent au Brésil

	Valeur des chèques encaissés/ <i>per capita</i> (1)	Nombre de chèques encaissés/ <i>per capita</i>	Valeur des chèques encaissés	ICMS (2) fédérale (3)	Recette totale (4)	Population
	R\$	N°	%	%	%	%
Brésil	1 672,24	1,71	100	100	100	100
Amazonie (5)	2 252,55	4,85	14,84	7,29	3,02	11,93
Frontière (6) ouest d'Amazonie	3 971,00	8,41	9,58	3,94	1,81	4,0

Sources : (1) Banco Central, 1996; (2) Impôts sur la circulation des marchandises et les services, Banco Central, 1995; (3) Receita Federal, 1995; (4) Contagem de População, IBGE, 1996; (5) États : Acre, Amapá, Amazonas, Maranhão, Mato Grosso, Rondônia, Roraima, Tocantins; (6) États : Acre, Amazonas, Mato Grosso, Rondônia.

7 Cacoal, Ouro Preto do Oeste, Alvorada do Oeste, Alta Floresta do Oeste, Cerejeiras, Colorado do Oeste, Vilhena, Ji-Paraná, Rolim de Moura, Jaru, Pimenta Bueno, Pres. Medici, Espigão do Oeste, S. Luzia do Oeste, Costa Marques, Cabixi, Urupa, Mirante da Serra et Nova Brasilândia do Oeste.

Figures 4 a et b – Connexions des villes de l'Amazonie brésilienne par liaisons satellites directes



Source: Télécommunication 1994, réseau de services DXTASAT-BI
Base de données de la Banque mondiale du Brésil, 1995

*

Plutôt suggestives que conclusives, les observations contenues dans ce travail ne représentent guère qu'un premier pas dans la recherche du rôle de l'économie de la drogue en Amazonie brésilienne. Il est évident que l'hypothèse selon laquelle les circuits de la drogue peuvent être utiles pour interpréter les mouvements de capitaux localisés en Amazonie brésilienne ne pourra être vérifiée que par approximations successives. Ce que les données préliminaires de la recherche indiquent, c'est la *probabilité* d'une relation.

Dans la situation actuelle, nous pouvons discerner deux phénomènes qui peuvent être ou non corrélés, mais qui font usage du réseau bancaire pour des objectifs propres. Tant le commerce de la pâte-base et/ou de la cocaïne, surtout lorsqu'il s'agit de grands volumes d'achat et de vente, que le simple transit des marchandises illicites à travers le territoire amazonien, qui inclut le paiement du personnel chargé du support logistique, utilisent le réseau bancaire pour les transferts d'argent. Les chèques peuvent correspondre aux encaissements, aux dépôts ou alors aux retraits d'espèces sur la route du trafic. Ces crédits bancaires peuvent être transférés entre différentes agences d'une même banque ou entre banques distinctes, soit par transmission électronique, soit par émission de chèques.

Le deuxième phénomène est le blanchiment d'argent, qui peut être associé au trafic de drogue. L'expression ne concerne pas seulement les bénéfices obtenus du commerce illicite mais aussi l'évasion de capitaux, la fraude fiscale, les schémas de corruption, la contrebande et toutes les activités qui tendent à échapper au contrôle et à la réglementation du gouvernement des États nationaux.

Les données portant sur les émissions de chèques, même si elles ne peuvent rendre compte du mouvement total de capitaux, indiquent que le système bancaire est utilisé pour le blanchiment d'argent dans la région amazonienne.

Le vrai défi auquel est confronté le chercheur qui se penche sur la problématique du trafic de drogue et du blanchiment d'argent réside dans la difficulté à tracer clairement une ligne de démarcation entre activités *légal*es et *illégal*es dans le monde contemporain. En réalité, il est difficile de séparer l'argent lavé provenant du trafic de drogue de celui dérivant de la contrebande d'armes, de la fraude fiscale ou de l'évasion de capitaux. Tout comme il est impossible de comprendre la multiplication des mécanismes de blanchiment d'argent sans faire référence à l'absence totale de contrôle sur le mouvement international des capitaux spéculatifs, ne se soumettant ni aux gouvernements nationaux ni aux organismes internationaux.

Le rôle de tous les capitaux impliqués dans cette affaire, en tant qu'actifs financiers contribuant à l'augmentation des réserves en devises d'un pays donné, a déjà été mentionné par certains auteurs [Kalmanovitz, 1990 et 1991; Thoumi, 1994]. Leur utilisation en tant que capital productif, dans les pays périphériques aussi bien que dans les pays centraux, est en revanche beaucoup moins connue. Dans ces conditions, quelle peut-être leur relation avec le territoire, national, régional et local? Nous essayons, en ce moment, de répondre à cette question.

BIBLIOGRAPHIE

- AMIN A., THRIFT N. [1993], « Globalization, Institutional Thickness and Local Prospects », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 3.
- BANCO CENTRAL DO BRASIL [1996], « Indicadores Econômicos ».
- BECKER B. [1990], *Amazonia*, São Paulo, Atica.
- BECKER B. *et alii* [1990], *Fronteira Amazônica. Questões sobre a gestão do território*, Rio de Janeiro, UFRJ-UNB.
- BUSINESS WEEK [1994], « The Global Battle for Capital », *Business Week*, octobre, 3.
- DIAS L. C. [1995], *Réseaux d'information et réseaux urbains au Brésil*, Paris, L'Harmattan.
- KALMANOWITZ S. [1990], « La economía del narcotráfico en Colombia », *Economía colombiana*, 226-227.
- KOPP P. [1992], « La structuration de l'offre de drogue en réseaux », *Tiers Monde*, 131 : 517-536.
- LANGSDALE J. V. [1989], « The Geography of International Business Telecommunications : the Role of Leased Networks », *Annal, AAG*, 79 (4) : 501-522.
- LAW J. [1994], *Organizing Modernity*, Oxford, Blackwell.
- LECHNER N. [1994], « Los nuevos perfiles de la política. Un bosquejo. Drogas, sociedad y estado », *Nueva sociedad*, 130 : 32-43.
- LEEUEW S. E. Vander, MCGLADE J. [1993], « Information, cohérence et dynamique urbaines », in D. Pumain, B. Lepetit, *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos.
- MACHADO L. O. [1995], *A geografia das drogas*, UFRJ, mimeo.
- MACHADO L. O. [1996], « O comércio ilícito de drogas e a geografia da integração financeira », in Castro *et alii* (éd.), *Brasil : temas e questões*.
- PUMAIN D., LEPETIT B. [1992], *Temporalités urbaines*, Paris, Anthropos.
- PUMAIN D. *et alii* [1989], *Villes et Auto-organisation*, Paris, Economica.
- RAFFESTIN C. [1985], « Marxismo e Geografia política », in A. Garcia (éd.), *Geografia y marxismo*.
- SANTOS M. [1996], *A natureza do espaço*, São Paulo, Hucite.
- THOUMI F. [1994], *Economía política y narcotráfico*, Bogota, TM Editores.
- THRIFT N., LEYSHON A. [1994], « A Phantom State? The De-traditionalization of Money, the International Financial System and International Financial Centres », *Political Geography*, 13 (4) : 299-327.